

Le "scénario manquant"¹ :

Pour redonner du sens à l'idée européenne



Marie-Christine Vergiat

"La montée des nationalismes et des populismes gangrène de plus en plus la construction européenne au risque de la faire exploser. Les dirigeants européens, responsables de la situation actuelle sont incapables de tirer les leçons de la crise structurelle que traversent les institutions européennes. Au contraire, Emmanuel Macron en tête, ils poursuivent une fuite en avant néolibérale et, sous couvert de propositions nouvelles, nous resservent des mesures déjà en grande partie mises en œuvre ou infaisables au regard du rapport de forces politiques actuel au sein du Conseil européen.

C'est le cas avec l'Europe de la défense présentée depuis des mois comme la panacée européenne, la meilleure façon de sauver l'Europe et de réconcilier les citoyens avec l'idée européenne. De qui se moque-t-on ? Il n'y a là que nouvelle dérive militariste permettant de justifier les pires comportements « occidentaux » en Afrique, au Moyen Orient ou à l'Est du continent européen. De surcroît, tout financement qui lui sera consacré dans le contexte actuel, le sera forcément au détriment d'autres politiques et notamment des politiques de solidarité que nos concitoyens mettent en première ligne de leurs priorités.

On atteint des sommets de cynisme avec les « Paradise papers », énième scandale sur la fraude fiscale par lequel les journalistes dénoncent une fois encore comment les plus riches échappent de façon systématique à l'impôt, y compris de façon légale sous couvert d'optimisation fiscale, alors même que l'on pressure de plus en plus le reste de la population, directement ou indirectement, en sacrifiant services publics et politiques sociales.

Même hypocrisie avec la proposition de création d'un droit d'asile européen, dans les tuyaux depuis 1999, réduit à peau de chagrin par le Conseil à plusieurs reprises. Les États veulent garder la main sur le droit d'accorder la protection internationale à tel ou tel ressortissant de pays tiers ; les taux de reconnaissance varient de 5 à 79% pour une moyenne européenne de 56% et sont très variables d'un État à un autre en fonction du pays d'origine des demandeurs.

En réalité, leur soi-disant refondation européenne n'a de refondation que le nom. Il s'agit surtout de masquer les réalités en tentant de construire un discours apte à éviter la catastrophe annoncée pour les prochaines élections européennes en mai 2019.

Cette europhilie permet d'éviter toute remise en cause réelle du fonctionnement actuel des institutions européennes et de mettre dans le même sac toutes celles et ceux qui osent critiquer celui-ci. À terme, cela ne peut qu'alimenter le fonds de commerce des anti-européens et ce, d'autant plus qu'aucun projet européen alternatif n'émerge.

Or, à défaut de celui-ci, il n'est pas surprenant qu'un nombre croissant de citoyens européens considère que les institutions européennes actuelles sont irréfomables et qu'il n'y a pas d'autre solution que de sortir de l'UE.

La façon dont les responsables de la zone euro ont contraint le gouvernement grec à capituler n'a fait qu'aggraver les choses. À l'aube du XXI^{ème} siècle, le repli nationaliste ne peut être une solution. La mondialisation est un phénomène irréversible. Elle bouleverse les relations entre les un-e-s et les autres, tant au niveau individuel, qu'institutionnel pour le meilleur et pour le pire. Et il semble évident qu'on ne peut seul lutter contre le changement climatique ou répondre au défi migratoire tout comme il est illusoire de croire qu'un seul pays, fut-il doté d'une population de 65 millions d'habitants, d'un patrimoine culturel non négligeable et d'une longue Histoire, loin d'être linéaire, peut s'en sortir seul en imposant son modèle aux autres États.

Cela ne veut pas dire pour autant qu'on ne peut rien faire et que les gouvernements nationaux, et notamment le gouvernement français, n'ont pas les moyens d'agir. Bien au contraire. Il faut refuser de se cacher derrière la seule soi-disant domination allemande alors qu'en réalité la quasi-totalité des gouvernements européens partagent la même idéologie néolibérale.

L'Union européenne est plus que jamais intergouvernementale et la responsabilité des États membres doit pouvoir plus que jamais être pointée du doigt.

Loin de renoncer, il faut construire le « scénario manquant », celui d'un vrai projet européen alternatif qui s'appuie sur ce qui est commun à toutes les forces progressistes. Ce n'est pas impossible. L'Union européenne est réformable comme toutes les institutions qu'elles soient nationales ou internationales. Ce qui a été construit, peut être modifié, déconstruit, reconstruit.

Il faut avoir la volonté de le faire, de voir ce qui nous est commun, de faire passer le fond avant la forme, de ne pas opposer le court au long terme. Les combats d'aujourd'hui préparent la construction des possibles pour demain. Et pour cela, il faut établir de nouveaux rapports de forces aux niveaux national, européen, mondial.

Les batailles menées au sein du Parlement européen par la Gauche européenne ou plus largement par celles et ceux qui se reconnaissent au sein du « Progressive caucus » peuvent être un premier point d'appui. C'est aussi l'enjeu de l'espace de débats proposé aux forces progressistes européennes à l'initiative du Parti de la Gauche européenne à Marseille lors du Forum européen les 10 et 11 novembre dernier.

Plus de 400 personnes venant d'une trentaine de pays ont pu échanger et débattre autour de trois thèmes principaux : paix et libertés, travail et droits sociaux, modèle de développement soutenable. Ces thèmes peuvent permettre de dessiner ce que pourrait être cette autre Europe démocratique, écologique et sociale à l'inverse de celle que l'on nous propose actuellement liberticide, austéritaire et autoritaire, militariste et sécuritaire.

Ce forum est une première étape basée sur le partage de constats communs ; les participants se sont quittés en se donnant rendez-vous dans un an avec l'objectif de construire à terme un forum permanent des forces progressistes.

Paix, liberté, coopération, solidarité : ce sont les valeurs sur lesquelles nous devons bâtir des propositions concrètes pour renouer le dialogue et redonner espoir à toutes celles et tous ceux qui comme Victor Hugo et Jean Jaurès, croient toujours que le continent européen est un espace de luttes et de constructions communes."

1 - Pour reprendre la formule utilisée par le "Progressive caucus" au Parlement Européen qui rassemble des députés de la gauche européenne, des Verts et des socialistes.